

Économie canadienne

M. Blais: Non, monsieur le président, je cherchais simplement à obtenir la parole pour continuer le débat.

M. l'Orateur adjoint: Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 8 heures ce soir. (La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

L'Orateur suppléant (M. Turner (London-Est)): A l'ordre. Le député de Pembina (M. Elzinga) a la parole.

M. Peter Elzinga (Pembina): Monsieur l'Orateur, mes propos porteront sur la première partie de la motion dont le parti du Crédit social a saisi la Chambre. La partie qui m'intéresse se lit comme suit:

Que la Chambre considère que le gouvernement a manqué de prévoyance et de leadership dans la conduite des affaires de l'État, et qu'il doit être blâmé pour n'avoir pas tenu sa promesse d'une société juste et équitable et pour n'avoir pas empêché la détérioration du climat social...

Généralement, quand on remarque qu'on dépense trop et qu'on s'endette, il est temps de modérer ses dépenses et de chercher sérieusement les moyens de stabiliser et même de réduire ses dettes. Il semble, toutefois, que bien penser personnellement et bien gouverner soient deux choses très différentes.

En fait, la mauvaise gestion du gouvernement a atteint de telles proportions qu'un jeune Canadien devrait faire des efforts d'imagination extrêmes s'il voulait essayer de concevoir son pays comme ayant eu un coût de la vie, je ne dirais pas en baisse car il ne le pourrait pas, mais stable. Comment pourrait-il s'imaginer une société sans grèves, dont la criminalité serait sous contrôle, sans subventions et privilèges exorbitants, connaissant un impôt sur le revenu raisonnable, et possédant un système monétaire où le dollar permettrait d'acheter pour au moins 25c. de biens?

Il serait tellement beau que les jeunes ne voient l'«inflation» que comme ce qui permet de gonfler les ballons et les pneus de bicyclettes; si l'«économie» signifiait l'«épargne» et si l'«efficacité du gouvernement» et la «dignité et l'indépendance» n'étaient pas simplement des expressions désuètes qu'ils ne comprennent pas. Au contraire, aujourd'hui, on les encourage à croire que l'homme est si habile qu'il peut fermer les yeux sur l'expérience du passé, et que des principes autrefois respectés ne sont plus valables. Ils se demandent alors pourquoi l'humanité n'est plus heureuse aujourd'hui et si peut-être il n'y manquerait pas quelque chose. Après tout, il y a une grande différence entre l'habileté et la sagesse. Dans le domaine de la sagesse, le gouvernement laisse beaucoup à désirer.

Le rôle du gouvernement, pour ce qui est d'encourager la croissance économique du Canada, consiste à créer un climat dans lequel les initiatives et les stimulants peuvent jouer pour le bien des individus et de la société. Pour que l'économie canadienne réponde aux besoins de tous les Canadiens, il est nécessaire de conjuguer la croissance économique, la stabilité des prix, la justice fiscale et le développement régional. Cela n'élimine pas la nécessité d'un contrôle ou d'une participation du gouvernement dans certains secteurs, mais cela exige que l'État n'étouffe pas la capacité des Canadiens de prendre leurs propres décisions en conformité de l'ordre social et de la justice économique. Le gouvernement doit faire preuve d'imagination pour libérer les possibilités qui sommeillent en chacun, et qui permettraient de faire progresser l'économie.

[M. l'Orateur adjoint.]

Les principaux problèmes d'ordre socio-économique auxquels le Canada fait face aujourd'hui sont ces deux inséparables, le chômage et l'inflation. Le gouvernement n'a pas réussi à en enrayer les remontées qui se manifestent dans la vie de chacun. Des bribes, des activités isolées ne peuvent remédier au chômage. Des programmes de travail comme les Initiatives locales ou Perspectives-Jeunesse, même si certains de leurs projets profitent à certaines collectivités et à certaines personnes, ne représentent que des bouche-trous temporaires, que l'on ne peut nullement considérer comme une offensive organisée contre le chômage.

Il nous faut des lignes directrices réalistes à long terme, qui se remarquent par leur absence dans beaucoup de politiques gouvernementales du parti libéral. Certaines lignes directrices ont été définies par le Conseil économique du Canada, mais on ne les a à peu près pas mises en application. Je me demande pourquoi les sages avis du Conseil n'ont pas été suivis par le gouvernement? Le gouvernement est chargé de définir une politique praticable de développement national. Il faut en établir le plan immédiatement pour résoudre le dilemme du chômage et de l'inflation. Le potentiel de l'industrie canadienne doit être soigneusement examiné et il faut fixer des priorités dans les domaines où nos compétences et nos ressources nous promettent le meilleur rendement.

Le Conseil des sciences du Canada a souligné à cet effet, et avec raison, que la coordination des politiques entre les différents paliers de gouvernement était essentielle à une planification bien conçue. La planification économique doit commencer avec la coordination des ministères du gouvernement fédéral et avoir des relations réciproques définies avec les gouvernements des provinces, ce qui bénéficierait à tous les organismes administratifs. L'absence de coordination au sein des ministères du gouvernement fédéral est évidente, spécialement en ce qui concerne les ministères de l'Expansion économique régionale et celui de la Main-d'œuvre. Chacun de ces ministères tend à poursuivre ses propres idéaux économiques, indépendamment et souvent même en s'opposant aux politiques définies par le ministère des Finances.

On ne peut avoir une économie vitale sans concurrence et, pour l'encourager, il faut s'efforcer de mieux protéger les particuliers et les intérêts publics de l'abus des monopoles. Il est impératif de restaurer chez les Canadiens la confiance dans leur économie et dans leurs propres possibilités. Ils doivent également avoir l'assurance que le gouvernement est capable de trancher les principaux problèmes économiques qui se posent aujourd'hui au pays. Cette confiance ne peut être ravivée que si le gouvernement fait lui-même confiance à la population en lui expliquant sa stratégie et ses objectifs et en se montrant disposé à travailler en collaboration avec tous les secteurs concernés, pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés.

● (2010)

Le Conseil économique du Canada a répété à maintes reprises que les dépenses publiques et l'imposition accélèrent l'inflation des prix et des salaires bien au-delà des niveaux suggérés par les indicateurs budgétaires classiques. Toutefois, le gouvernement n'a pas voulu tenir compte de cet avertissement.

L'expansion du secteur public accentue l'inflation, mais qu'a fait le gouvernement pour réduire ses dépenses et sa croissance? Une étude comparative des dépenses montre bien ce qui a attisé l'inflation. En 1974, le gouvernement